

Monsieur le président,

Nous avons vu au cours de nos débats ce matin que l'orientation de l'économie mondiale vers une croissance durable et la création d'emplois pose de formidables défis à nos gouvernements. Nous devons relever ces défis dans le contexte de la mondialisation croissante des activités économiques et de l'interdépendance toujours plus marquée de nos politiques économiques nationales et internationales.

Le commerce est un outil important de croissance et constitue l'élément moteur de la reprise dans un grand nombre de pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). À l'heure actuelle, rien ne pourrait renforcer davantage la confiance, pour favoriser l'expansion de l'économie mondiale, que l'achèvement de l'Uruguay Round, et permettez-moi de le préciser, sans engagement budgétaire. Pour l'heure, notre engagement de renforcer et de libéraliser le système de commerce multilatéral se bute à la complexité et à l'insolubilité apparente des principaux dossiers négociés à l'Uruguay Round. Cette situation est une source d'incertitudes quant à l'orientation générale des politiques commerciales et à l'avenir du système de commerce multilatéral à proprement parler. Pour donner un nouvel essor au commerce et à l'investissement, il faut supprimer les barrières commerciales et modifier les règles qui régissent nos relations économiques. Il est essentiel que tous les pays, quelle que soit leur taille, se montrent disposés à adopter ces règles.

La décision de l'Administration américaine de demander sans tarder la reconduction de son pouvoir de négociation et sa détermination à achever le Round avant le 15 décembre 1993 constituent des mesures positives. Nous sommes également heureux que les autres pays membres de l'OCDE aient exprimé leur volonté de voir aboutir rapidement les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

C'est là un élément d'importance vitale alors que le reste du monde compte sur notre profond réengagement et espère que nous réussirons à jeter les bases d'une reprise de l'ensemble du processus de négociation, à Genève, dans les plus brefs délais. Quelque 37 pays développés et en développement nous ont indiqué qu'il nous appartenait de faire preuve de leadership en dénouant l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations sur l'accès aux marchés. Nous avons entendu leur appel et, le mois dernier à Toronto, avons donné un nouvel élan aux négociations. Mes collègues représentant les États-Unis, la Communauté européenne, le Japon et moi-même avons accepté d'esquisser les grandes lignes d'un train de mesures globales et équilibrées sur l'ouverture des marchés. Cette initiative constituera la base d'une importante déclaration des Chefs d'État au sujet de l'Uruguay Round lors du Sommet de Tokyo en juillet.